

*Impacts combinés de l'insécurité et de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire dans le pays*

**MESSAGES CLÉS**

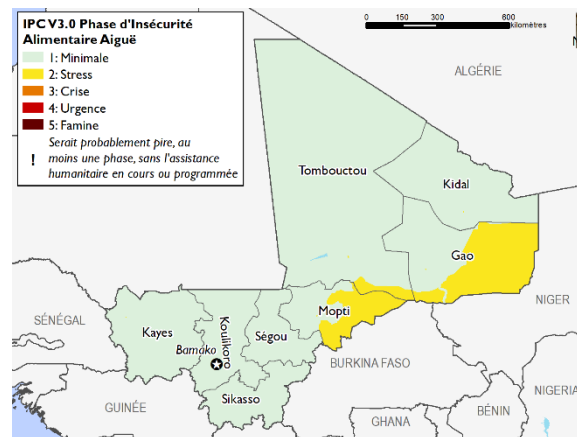
- Les récoltes globalement moyennes à bonnes dans le pays et en hausse d'environ 20 pour cent par rapport à la moyenne quinquennale, sont favorables à une disponibilité alimentaire satisfaisante dans le pays durant l'année alimentaire 2020-21. La disponibilité de la propre production, les prix des céréales globalement similaires à la moyenne mettent la majorité des ménages en insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC).

- Les conditions d'élevage globalement bonnes dans le pays augurent une soudure pastorale normale pour le bétail à partir d'avril à travers le pays excepté les zones d'insécurité qui connaîtront des perturbations d'accès aux ressources pastorales. Les productions animales moyennes attendues et le maintien d'un embonpoint moyen sont favorables à des revenus moyens qui amélioreront le pouvoir d'achat des ménages éleveurs.

- L'accès des ménages aux céréales est moyen dans l'ensemble grâce à la disponibilité moyenne à supérieure à la moyenne de la propre production bien que faible par endroits, des dons/zakat, des paiements en nature. Les prix des céréales qui seront similaires à légèrement supérieurs à la moyenne et l'amélioration des termes de l'échange chèvre/céréales à des niveaux similaires à supérieurs à la moyenne favoriseront un accès adéquat des ménages éleveurs aux marchés.

- Les ménages pauvres du Liptako Gourma et des zones d'insécurité, incapables de satisfaire leurs besoins alimentaires sans recourir de façon atypique à des stratégies d'adaptation se retrouvent en insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) avec nécessité d'assistance à partir d'avril pour éviter une dégradation en pire. Il en sera de même pour les ménages pauvres déplacés et les victimes des inondations, n'atteignant pas le seuil de population pour changer la classification de la zone, qui seront en insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) à pire d'octobre à mai 2021.

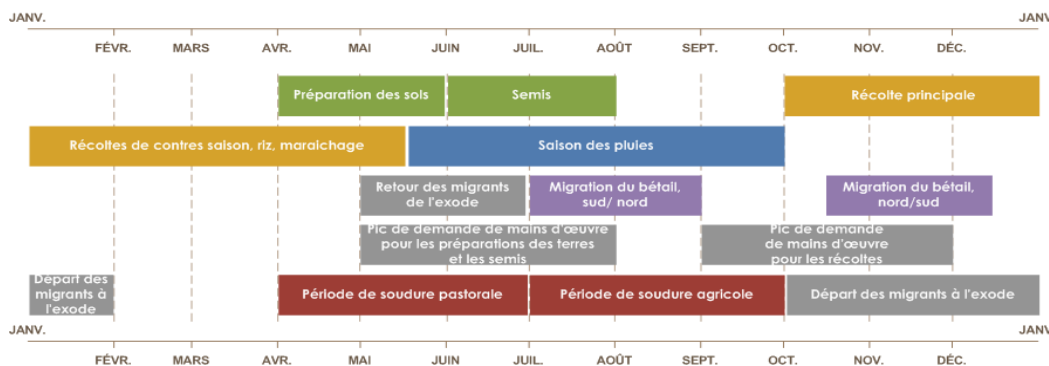
Sécurité alimentaire courante, octobre 2020



Source: FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

**CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE**



Source: FEWS NET

## CONTEXTE NATIONAL

### Situation actuelle

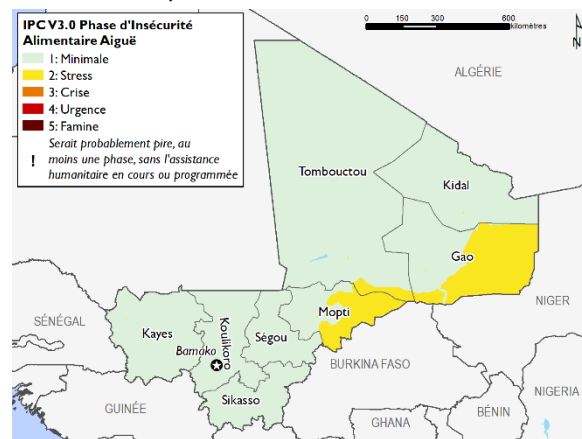
**Productions agropastorales :** Les récoltes jugées globalement moyennes à bonnes par 85,9 pour cent des ménages (mVAM, août 2020) et en cours à travers le pays, améliorent les disponibilités alimentaires auprès des ménages et sur les marchés. Les rémunérations en nature et en espèce issues des activités de mains d'œuvre liées aux récoltes constituent des opportunités moyennes de nourriture et de revenus pour les ménages pauvres. Toutefois, des baisses localisées de production sont observées notamment dans la bande du Liptako Gourma dans les cercles de Bankass, Koro, Bandiagara et Douentza à cause de l'insécurité qui a limité le niveau des exploitations et aussi aux pertes liées aux inondations à travers le pays. Les prévisions de production de céréales sont similaires par rapport à celles de l'année dernière (1 pour cent) et en hausse de 20 pour cent par rapport à la moyenne quinquennale (CPS/SDR). La campagne de contre-saison de maraîchage et de céréales qui démarre, augure de belles perspectives grâce à la bonne disponibilité des eaux au niveau des cours d'eau, les barrages et mares de retenue.

La baisse d'environ 75 pour cent de la production du coton liée à la COVID-19 qui a abaissé les prix d'achat à des niveaux non incitatifs, réduira le revenu des producteurs de coton et force la fermeture de plusieurs usines d'égrainage. Pourtant, la réduction des recettes d'exportation due à la baisse de la production de coton pourrait être compensée par la hausse d'environ 30 pour cent du prix de l'or qui constitue le principal produit d'exportation du Mali. Toutefois, une baisse de revenu du gouvernement affecte négativement les capacités du Gouvernement à répondre convenablement aux demandes sociales.

Les conditions d'élevage sont jugées bonnes dans l'ensemble grâce à la production de pâturages normale à excédentaire et meilleure à celle des 21 dernières années (ACF, sept 2020) et des points d'eau reconstituées à des niveaux moyens à supérieurs à la moyenne. L'état d'embonpoint des animaux et le niveau des productions animales sont globalement moyens à bons dans l'ensemble et améliorent l'alimentation et le revenu des ménages éleveurs. Les troupeaux sont dans les zones de concentration d'hivernage. Le retour des troupeaux transhumants est attendu à partir de novembre pour les résidus de récoltes et dans la bande du fleuve pour le « Bourgo ». La situation zoo- sanitaire est relativement calme en dépit de quelques foyers isolés de dermatose nodulaire contagieuse bovine constatés par endroits. La campagne de vaccination qui a démarré se poursuit partout à travers le pays.

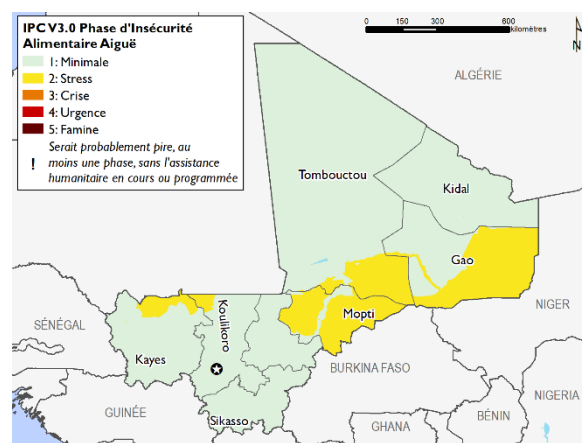
**Dégâts des inondations :** Les grandes pluies de juillet à septembre ont engendré des dégâts plus ou moins importants selon les zones sur les biens d'équipements, les habitats, les cultures et le bétail particulièrement dans les régions de Ménaka, Ségou, Bamako, Tombouctou et Gao. En fin septembre, selon la Direction Générale de la Protection Civile (DGPC), plus de 90 000 personnes sinistrées dont 21 morts ont été enregistrées, en plus de 73 424ha de cultures de céréales détruites. Les pertes d'habitats, de biens, d'équipements, de bétail, de cultures et de stocks réduisent les capacités des ménages pauvres victimes à satisfaire convenablement leurs besoins alimentaires et de reconstitution des moyens d'existence. Les appuis en vivres et en non-vivres ont été apportés par le Gouvernement et les agences humanitaires et restent en deçà des attentes pour un rétablissement de la situation.

### Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, octobre 2020 à janvier 2021



Source: FEWS NET

### Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, février à mai 2021



Source: FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

**Production de pêche :** La baisse habituelle des captures est observée en cette période de hautes eaux. Les captures sont jugées faibles par rapport à la moyenne à cause des perturbations sécuritaires dans certaines zones de pêche du delta intérieur du Niger.

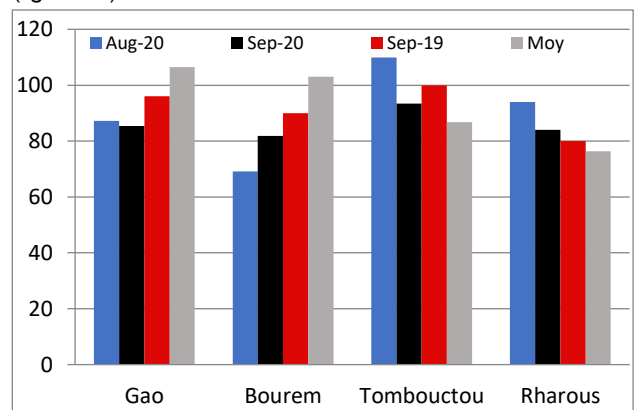
**Impact des sanctions économiques régionales :** La levée des sanctions économiques de la CEDEAO sur le Mali à la suite de la crise socio-politique que le pays a connue, a permis une reprise des échanges commerciaux avec les pays voisins depuis le début octobre. Ces sanctions ont engendré des perturbations faibles à moyennes de fonctionnement de certains circuits commerciaux exception faite des denrées alimentaires, du carburant et des produits pharmaceutiques ainsi qu'une baisse de transferts de fonds des migrants. Avec la levée des dites sanctions le 6 octobre, les échanges commerciaux ont connu une nette amélioration comparée à septembre, mais continuent de traîner les séquelles du ralentissement des flux nés de l'arrêt des flux financiers à travers la BCEAO qui ont mis un coup d'arrêt aux commandes des opérateurs avec les fournisseurs habituels. La baisse des recettes douanières liées à ces échanges réduit les capacités d'action du gouvernement.

**Fonctionnement des marchés et prix :** Les disponibilités alimentaires restent suffisantes sur tous les marchés en dépit des effets combinés de l'insécurité, des restrictions à cause de la COVID-19 de mai à juin, et des sanctions économiques de la CEDEAO sur le pays d'août à début octobre 2020. Le déstockage habituel auprès des paysans au regard des belles perspectives de production agricole et l'arrivée des nouvelles récoltes contribuent à l'amélioration des offres de céréales et de légumineuses sur les marchés. Le prix de la céréale de base en fin septembre sur les marchés des capitales régionales est stable ou en hausse dans l'ensemble. Par rapport à la moyenne quinquennale, le prix de la céréale de base est similaire à Mopti, Koulikoro et Sikasso, en hausse dans les zones plus insécures ou les flux sont plus perturbés à Ségou (8 pour cent), Kayes (11 pour cent), Gao (13 pour cent), Tombouctou (21 pour cent), Kidal (25 pour cent), ce qui est de nature à limiter l'accès des ménages très pauvres aux denrées. Pour les denrées importées, de légères fluctuations à la hausse (5 à 10 pour cent) sont observées mais de façon isolée grâce à la disponibilité suffisante de stocks au niveau des fournisseurs et des mesures de facilitation du Gouvernement depuis le début de la COVID-19 en mars 2020.

L'offre de bétail est en hausse sur les principaux marchés grâce au retour habituel des troupeaux transhumants et aux besoins d'approvisionnement des éleveurs en céréales. Les prix du bétail sont stables ou en hausse par rapport au mois dernier grâce au bon embonpoint des animaux et aux bonnes conditions d'élevage présentes qui n'incitent pas à plus de vente. Par rapport à la moyenne quinquennale, le prix de la chèvre, qui est l'animal le plus vendu par les ménages pauvres pour accéder à la nourriture, est en hausse dans l'ensemble comme à Tombouctou (30 pour cent), Nara (19 pour cent), Rharous (13 pour cent), Ménaka (10 pour cent) et Mopti (7 pour cent) et en baisse de 11 pour cent à Bourem et 10 pour cent à Gao. Les termes de l'échange chèvre/céréales sont dans l'ensemble stables ou en amélioration par rapport au mois passé. Par rapport à la moyenne quinquennale, les termes de l'échange chèvre/mil sur les marchés pastoraux suivis, sont similaires ou en hausse (40 pour cent à Nara 8 pour cent à Mopti et Tombouctou, 10 pour cent à Rharous), excepté à Gao et Bourem où une baisse respective de 20 et de 21 pour cent est observée dû à l'insécurité et à la baisse d'acteurs présents sur ces marchés, ce qui réduit l'accès des pasteurs aux denrées.

**Accessibilité :** La disponibilité moyenne à supérieure à la moyenne de la propre production, les dons/zakat et les produits issus de la rémunération en nature dans les travaux de récoltes permettent à la majorité des ménages d'accéder à la nourriture sans grandes difficultés dans les zones de production. La baisse des prix des principales denrées de base à un niveau similaire à inférieur à la moyenne et l'amélioration des termes de l'échange bétail/céréale dans la plupart des zones pastorales (Figure 1) sont favorables à un accès moyen des ménages agropastoraux à la nourriture. Toutefois, dans les zones de conflit du centre et du nord du pays, certains ménages, à cause de la dégradation importante des moyens d'existence liée à l'insécurité persistante et aux déplacements inhabituels qui engendrent des pertes de bien et d'arrêt des activités économiques, ont des difficultés d'accès aux vivres et sont dépendants de l'aide des humanitaires et des parents/amis à la suite de la dégradation de leur pouvoir d'achat. Aussi, les ménages pauvres qui traînent encore les séquelles de la COVID-19 à cause des licenciements économiques, de la baisse des échanges commerciaux internationaux et des transferts de migrants

**Figure 1.** Évolutions des termes d'échange mil/chèvre (kg/animal)



Source: FEWS NET

pour plus de 60 pour cent des ménages (mVAM, août 2020), continuent d'avoir des difficultés d'accès aux vivres et aux non-vivres à cause de la baisse de leurs revenus.

*Situation sécuritaire* : La situation sécuritaire reste volatile dans les régions du nord, du centre du pays et se caractérise par des attaques armées, des affrontements entre groupes armés et aussi des assassinats ciblés. Selon Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), 85 incidents sécuritaires ont été enregistrés au cours du mois de septembre 2020, ce qui est en baisse de 34 pour cent par rapport au mois d'août. En dépit d'une baisse du nombre des incidents sécuritaires dans certaines zones, ils continuent de perturber le mouvement des personnes et des biens et le fonctionnement régulier des marchés particulièrement dans la bande frontalière avec le Burkina Faso. Toutefois, on observe un accroissement d'incidents sécuritaires en 2020 comparé à 2019, avec un cumul de 2 789 contre 1 970 en 2019. En plus des déplacements des populations, ces incidents sécuritaires ont limité le niveau des superficies cultivées de 15 à 20 pour cent dans les cercles de Bankass, Koro, Douentza et de Bandiagara. Ces pertes de production et de perturbation des activités économiques réduisent les capacités des ménages dans ces zones à satisfaire leurs besoins alimentaires et non-alimentaires.

*Mouvement de population* : La persistance des incidents sécuritaires dans les régions du Nord et du Centre du pays continue d'engendrer des déplacements de population à la recherche de zones plus sûres. Le nombre de déplacés est en augmentation constante depuis mars 2019 et est estimé en fin septembre 2020 à 299,859 personnes (DTM, rapport septembre 2020). Au même moment, le retour timide des réfugiés et de certains déplacés sur la base des négociations et des accords entre communautés se poursuit avec l'appui du Gouvernement et des agences humanitaires. L'essentiel des déplacés, soit 79 pour cent selon le rapport DTM de juillet 2020 ont perdu leur autonomie et vivent au dépend des aides des humanitaires et des communautés ou des tierces personnes au niveau des ménages hôtes et aussi au niveau des camps. Les retours timides de populations de réfugiées de la Mauritanie et de certains déplacés dans leurs terroirs d'origine sont enregistrés.

*Assistance humanitaire* : Dans le cadre de l'assistance saisonnière, plus de 1 331 153 personnes soit 84 pour cent des personnes en besoin ont reçu des assistances mensuelles en vivres et en appuis aux moyens d'existence (865 797 personnes) principalement sous forme de cash de juin à septembre 2020 (Cluster Sécurité alimentaire, Octobre) de la part du Gouvernement et des partenaires humanitaires. L'assistance en cours concerne principalement les ménages déplacés dans le cadre du mécanisme de réponse rapide, qui se poursuit à travers le pays.

*Situation nutritionnelle* : L'amélioration de la disponibilité des premières récoltes facilite l'accès des ménages aux denrées alimentaires diversifiées (produits animaliers, légumineuses, légumes, céréales) et à des coûts plus abordables et par conséquent, contribue à la baisse saisonnière de la malnutrition. En fin septembre 2020, le nombre des admissions au niveau des structures de prise en charge de la malnutrition est globalement en hausse de 5 pour cent par rapport à celui de 2019 pour la même période soit 198 677 en 2020 contre 188 513 en 2019. Le dépistage et la prise en charge des cas de malnutritions se poursuivent au niveau des structures de santé opérationnelles.

*Sécurité alimentaire courante* : La consommation alimentaire est en amélioration comme d'habitude en cette période de disponibilité et d'accès aux denrées alimentaires diversifiées. La réduction des stratégies d'adaptation négatives de réduction des volumes de repas, de la qualité et ou de la quantité des repas, contribue à améliorer la consommation alimentaire des ménages dans l'ensemble. Cependant, elle restera en dessous de la moyenne pour les ménages pauvres et surtout les déplacés des zones d'insécurité qui ont de la peine à satisfaire convenablement leurs besoins alimentaires et non-alimentaires. Les assistances humanitaires et la solidarité locale en leurs endroits sont de nature à limiter la dégradation de la situation. La plupart des ménages sont en insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC). Toutefois, les ménages pauvres du Liptako Gourma et des zones d'insécurité, incapables de satisfaire leurs besoins alimentaires sans recourir de façon atypique à des stratégies d'adaptation se retrouvent en insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC).

### *Suppositions*

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire d'octobre 2020 à mai 2021 se base sur des suppositions fondamentales, par rapport à l'évolution du contexte national, qui sont :

- **Productions agricoles de saison** : La bonne pluviométrie et la hausse des superficies d'environ 6 pour cent par rapport à la moyenne et à l'année dernière augurent une production de céréales au-dessus de la moyenne. Les prévisions de production selon la Cellule de la Planification et des Statistiques des Services du Développement Rural (CPS/SDR) sont en hausse de 20 pour cent par rapport à la moyenne quinquennale ; ce qui est favorable à une disponibilité moyenne de céréales dans le pays durant l'année alimentaire 2020-2021. Toutefois, des baisses localisées de production liées à la baisse de superficies dans les zones d'insécurité du centre et du nord et aux inondations, engendreront une baisse des disponibilités et un épuisement précoce des stocks dans les ménages concernés.

- **Cultures de contre-saison** : Le niveau de remplissage moyen à bon des retenues d'eau (mares et lacs de décrue) grâce à la bonne pluviométrie et la forte crue sur les cours d'eau, augurent des perspectives de productions moyennes à supérieures à la moyenne pour les cultures de contre-saison à partir d'octobre

pour les cultures maraîchères, de janvier/mars pour les cultures de riz au niveau des périmètres irrigués et les cultures de décrue dans les régions de Tombouctou, Kayes, Mopti et de Gao.

- **Productions animales/mouvement du bétail** : La production de pâturages normale à excédentaire enregistrée cette année assurera une bonne alimentation du bétail ; ce qui est favorable au maintien d'un embonpoint moyen des animaux d'octobre à mai 2021 et d'une production animale moyenne à bonne dans le pays. Le regain d'embonpoint et les productions moyennes (lait, beurre, fromage) attendus procureront des revenus moyens aux ménages éleveurs. Cependant, dans les zones d'insécurité du nord et dans le Liptako Gourma de Ménaka, de Koro, de Bankass, l'accès aux pâturages sera perturbé par les incidents sécuritaires ; ce qui affecterait l'alimentation des animaux dans ces localités et engendrera une baisse de production par rapport à une année moyenne. Aussi, la hausse attendue du prix de l'aliment de bétail à cause de la forte baisse de la production de coton, limitera les capacités des ménages pauvres dans l'entretien des laitières pendant la soudure pastorale ; ce qui réduira leurs revenus.

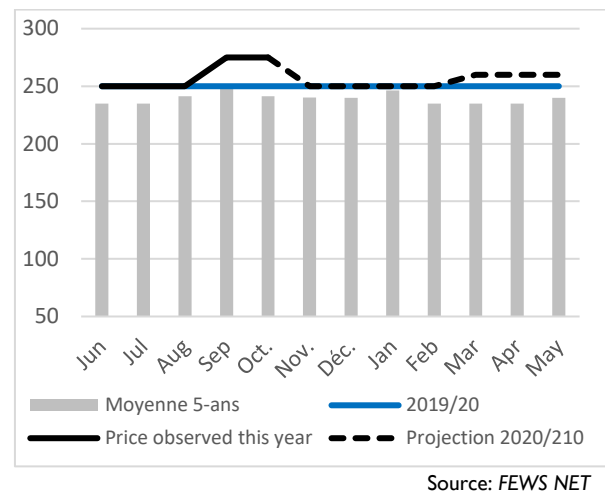
- **Pêche** : La bonne crue sur les cours d'eau est favorable à une bonne reproduction des poissons. Les captures faibles en octobre à cause du niveau des eaux très élevé, s'amélioreront à partir de novembre avec l'ouverture de la campagne de pêche et à la décrue des fleuves. La levée des mises en défens au niveau des mares pour les pêches collectives de mars à mai contribuera à relever le niveau de la disponibilité en poisson. Les perspectives de production pour la campagne de pêche de novembre à mai 2021 sont moyennes à supérieures à la moyenne. Toutefois, la persistance de l'insécurité affectera l'activité dans certaines zones de pêche du delta intérieur du Niger.

- **Main d'œuvre non agricole** : Les activités habituelles de main d'œuvre non-agricole et de petits métiers de décembre à mai se poursuivront normalement dans le pays. La demande de main d'œuvre dans les usines d'égrainage serait en baisse entre décembre 2020 et avril 2021, due à la baisse significative de production du coton. Toutefois, l'insécurité dans les zones du Liptako Gourma, des régions du Nord, les séquelles de la COVID-19 particulièrement dans les centres urbains, limiteront les opportunités d'emplois, ce qui réduit en dessous de la moyenne, le revenu tiré de ces activités.

- **Main d'œuvre agricole** : Les récoltes qui démarrent, constituent des opportunités moyennes de nourriture, pour ceux qui sont payés en nature, et de revenus d'octobre à janvier pour les bras valides dans les zones agricoles à l'exception de celles ayant connu une baisse des réalisations liée à l'insécurité et/ou à la mauvaise pluviométrie. À partir d'avril 2021, les opérations de nettoyage de champ et de transport de fumier pour les préparatifs de la nouvelle campagne agricole constitueront des opportunités moyennes d'emplois pour les ménages pauvres dans les zones agricoles. Les revenus moyens et les paiements en nature issus de ces activités amélioreront leur accès à la nourriture.

- **Migration** : Les départs habituels de bras valides à la recherche de ressources entamés en septembre se poursuivront jusqu'en février vers les zones de grandes productions du pays pour les travaux de récolte et les pays voisins. Les sites d'orpaillage ouverts en octobre seront les destinations privilégiées de beaucoup de migrants dans les régions de Kayes, Koulikoro et de Sikasso, notamment à cause de la baisse de demande de main d'œuvre pour la production de coton. Les appuis en nature et en espèce envoyés d'octobre à mai et ou rapportés par les migrants de retour en avril-mai amélioreront le pouvoir d'achat des ménages. Cependant, la baisse des transferts monétaires liée aux séquelles de la COVID-19 dans les pays d'accueil réduiront les revenus issus de cette activité qui sont en baisse de plus de 30 pour cent pour plus de 71 pour cent des ménages qui en dépendent (mVAM, août 2020).

**Figure 2.** Projection de prix du mil à Gao d'octobre 2020 à mai 2021



- **Impacts économiques des sanctions régionales et de la baisse de la production du coton** : Les sanctions économiques de la CEDEAO sur le Mali ont affecté négativement les échanges commerciaux avec les autres pays du monde d'août à octobre 2020 avec des impacts sur les recettes douanières, les transferts de fonds, et certaines activités économiques du pays. Même si ces sanctions ont été levées en début octobre, ses séquelles persisteront encore jusqu'à la fin de 2020 sur le niveau des activités dans les filières touchées. Malgré la réduction des revenus générés par les exportations de coton, une réduction de 70 pour cent de la production de coton sera probablement compensée par les prix mondiaux très élevés de l'or d'environ 30 pour cent au-dessus de la moyenne et alors pourraient ne pas changer de façon notable les recettes d'exportation du Mali.
- **Prix des céréales** : Les récoltes supérieures à la moyenne attendues à partir d'octobre et qui seront supérieures à la moyenne de 20 pour cent selon la CPS/SDR favoriseront un approvisionnement satisfaisant des marchés en céréales durant toute la période de scénario. Le déstockage attendu au regard des perspectives rassurantes de la campagne en cours dans les zones de production, la baisse habituelle de la demande de consommation grâce à la disponibilité de la propre récolte enclencheront la baisse saisonnière des prix qui se poursuivra jusqu'en février. La reconstitution des stocks communautaires à partir de mars au niveau des banques de céréales, coopératives et stocks institutionnels (OPAM, PAM, ONG) qui seront à un niveau inférieur à la moyenne, et aussi des pays voisins à cause de l'interdiction des exportations du Nigéria, les besoins élevés d'assistance liés aux inondations au Niger, au Nigéria et au Burkina, relèveront le niveau des demandes par rapport à une année moyenne. De janvier à mars, période habituelle des achats, la hausse saisonnière des prix sera observée et qui se poursuivra jusqu'en mai 2021. Les prix de façon globale seront à un niveau inférieur à similaire à la moyenne d'octobre à février et similaire à supérieur à la moyenne de mars à mai.
- **Prix du bétail** : Le prix du bétail est globalement en hausse par rapport à la moyenne sur les principaux marchés à bétail à cause de la baisse habituelle des offres en cette période et du bon embonpoint des animaux. Cette tendance de prix supérieur à la moyenne devrait se maintenir jusqu'en avril/mai. À partir d'avril, la dégradation habituelle des conditions d'élevage avec perte d'embonpoint pour le bétail engendra la baisse habituelle des prix qui resteront tout de même supérieurs à la moyenne grâce aux conditions d'élevage favorables qui n'incitent pas à des ventes d'urgence. Toutefois, dans les zones d'insécurité du Liptako Gourma et par endroits dans les régions du nord où des dysfonctionnements de marché sont observés, les prix seront inférieurs à la moyenne à cause de l'absence de demande et aussi de la vente d'animaux dérobés.
- **Reconstitution des stocks institutionnels** : Les distributions gratuites de vivres et les ventes subventionnées dans le cadre du plan national de réponse 2020, ont réduit considérablement le niveau des stocks au niveau de l'OPAM. Les achats pour la reconstitution du Stock National de Sécurité et pour d'autres organismes en vue d'éventuelles interventions dans le cadre du plan national de réponse 2021 seront réalisés. La demande sera inférieure à similaire à la moyenne à cause de la préférence du cash transfert ou du voucher en lieu et place des distributions directes jugées onéreuses et trop contraignantes. Aussi, la crise sociopolitique que traverse le pays limite les capacités du Gouvernement à faire face à ces besoins de reconstitution à souhait, ce qui limitera le niveau des achats institutionnels dans le pays.
- **Impact inondation** : La baisse de la production agricole à cause des pertes de superficies de culture et la dégradation des moyens d'existence observées notamment dans la vallée des cours d'eau et les zones de bas-fond, réduisent les capacités des ménages pauvres à satisfaire convenablement leurs besoins alimentaires et de reconstitution des moyens d'existence dégradés, ce qui rehausse leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.
- **Situation sécuritaire** : Des incidents sécuritaires continuent d'être enregistrés dans les zones de conflit du centre et du nord du pays en dépit des négociations en cours par le Gouvernement et les différentes communautés et qui ont abouti à la signature d'accord de cessation d'hostilité dans certaines zones du centre du pays. La pose d'engins explosifs et les confrontations avec l'armée et entre groupes rivaux devraient se poursuivre. En dépit de l'accalmie et de l'espoir suscité par ces négociations, des perturbations localisées particulièrement dans la zone du Liptako Gourma continueront à être enregistrées pendant la période du scénario.
- **Mouvement des populations** : L'insécurité persistante dans les régions du nord et du centre du pays continuera d'engendrer des déplacements de population à la recherche de zones plus sûres. L'évolution de la situation sécuritaire particulièrement dans la zone du Liptako Gourma avec la persistance des incidents et des attaques de villages, l'intensification des opérations militaires, ne permettent pas d'espérer à un grand changement par rapport à la situation actuelle.
- **Situation nutritionnelle** : La situation nutritionnelle habituellement élevée à la période de soudure de juin à septembre à cause des difficultés d'accès à la nourriture s'améliorera à partir d'octobre grâce à la disponibilité des récoltes, de la diversité alimentaire et de la baisse des prix des aliments qui favorisent un accès moyen des ménages aux denrées alimentaires. À partir de mars-avril, la dégradation habituelle de l'hygiène à cause de la rareté de l'eau, la dépendance de plus en plus forte des ménages sur le marché notamment dans les zones de faible production, contribueront à la dégradation de la consommation alimentaire et partant de la situation nutritionnelle. La baisse habituelle de la disponibilité des produits animaliers de mars à mai et la mise en œuvre des stratégies de gestion des stocks affecteront davantage la situation nutritionnelle des ménages. La prévalence de la malnutrition aiguë globale suivra alors la hausse saisonnière de mars à mai.

Elle devrait rester proche de la moyenne durant toute la période compte tenu de la situation alimentaire globalement satisfaisante dans le pays et de la poursuite active des actions de dépistage et de prise en charge des cas de malnutrition. Toutefois, dans les zones d'insécurité, on assistera à une dégradation de la situation nutritionnelle au-dessus de la prévalence habituelle de la zone à cause des conditions difficiles de vie particulièrement pour les ménages déplacés.

• **Assistance humanitaire** : L'assistance humanitaire en cours principalement pour les ménages déplacés dans le cadre du mécanisme (RRM) de réponse rapide se poursuivra durant toute la période du scénario, mais ne représente pas la couverture de 20 pour cent de la population d'une zone. Il en sera de même pour le dépistage et la prise en charge des cas de malnutritions au niveau des structures socio-sanitaires. Quant à l'assistance pour la période de pré-soudure (mars à mai), les appuis en intrants agricoles (semence, aliment de bétail, ect...), elle aura lieu principalement dans les régions du nord et du centre et sera fonction des moyens disponibles au niveau des différentes agences humanitaires.

#### *Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire*

La disponibilité de la propre production, même faible par endroit, des produits en nature et en espèce issus de la rémunération dans les travaux de récolte, des produits animaliers (lait, beurre, fromage) et les prix des denrées globalement inférieurs ou similaires à la moyenne sont favorables à un accès moyen des ménages aux aliments à travers le pays. Ainsi, la majorité des ménages du pays sera en situation d'insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC), d'octobre 2020 à janvier 2021. Les revenus tirés de la vente des produits agricoles, du bétail, des activités habituelles permettront aux pauvres de disposer des moyens d'accéder aux marchés sans grandes difficultés. Cependant, la baisse des revenus liée à l'effet combiné de la COVID-19 et de l'insécurité, affecte négativement les capacités des ménages pauvres à satisfaire leurs besoins alimentaire et non alimentaire particulièrement dans les centres urbains, les victimes des inondations et dans les zones d'insécurité qui souffrent de la dégradation des moyens d'existence. Par conséquent, ces ménages incapables de satisfaire leurs besoins alimentaires sans recourir à une intensification des activités de main d'œuvre, de migration et de réduction des dépenses alimentaires seront en insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) d'octobre 2020 à janvier 2021.

De février à mai 2021, les ménages pauvres aux moyens d'existence limités et dégradés dans une conjoncture peu favorable dans la zone de Liptako Gourma, les centres urbains et ceux victimes des inondations principalement à Ménaka, Kayes, Koulikoro, Ségou et Bamako auront des difficultés à satisfaire à la fois leurs besoins alimentaire et non alimentaire. Ces ménages qui ont un accès relativement moyen aux vivres en cette période de récoltes bien que faibles, de la solidarité locale connaîtront dès mars la dégradation de leur consommation alimentaire et de leur situation nutritionnelle à des niveaux supérieurs à la moyenne. La disponibilité moyenne à supérieure à la moyenne de pâturages et de points d'eau au sortir de l'hivernage est favorable à une alimentation sans difficulté du bétail dans les différentes zones pastorales du pays. La soudure pastorale, débutera en mars-avril comme en année normale. La production agricole moyenne à bonne attendue dans le pays et l'évolution des prix similaire à légèrement supérieure à la moyenne sont favorables à une disponibilité et un accès moyen des ménages aux céréales pendant toute l'année alimentaire 2020/21 ; ce qui permet d'espérer sur une soudure agricole moyenne dans le pays et commençant à la période habituelle de juin. Cependant, elle sera précoce d'un mois à cause de l'épuisement précoce des stocks dans les zones localisées de mauvaise production et surtout dans le Liptako Gourma. Les ménages pauvres qui ne pourront satisfaire leurs besoins alimentaires sans recourir aux stratégies d'adaptation atypiques de réduction des dépenses non alimentaires et ou d'emprunt seront par conséquent en insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) de mars à mai 2020, notamment dans les régions de Gao, Mopti, le sud de Tombouctou, nord Kayes et nord-est Koulikoro. Toutefois, à partir de mai 2021, en absence d'assistance humanitaire, les plus pauvres et particulièrement les ménages déplacés vont voire leur situation de sécurité alimentaire dégrader jusqu'en Crise (Phase 3 de l'IPC).

*Événements qui pourraient changer les scénarios*

Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

<b>Zone</b>	<b>Événements</b>	<b>Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire</b>
National (zones d'Office du Niger, la bande du fleuve de Gao et de Tombouctou)	Dégâts des ennemis de culture d'octobre à mai	Les dégâts importants d'oiseaux granivores sur les cultures de contre - saison d'avril à mai réduiront les disponibilités en céréales dans les zones agricoles et peuvent engendrer une hausse des prix sur les marchés. La hausse des prix réduira l'accès des ménages pauvres aux denrées et le revenu des ménages exploitants. Il en est de même pour les éventuels dégâts de chenilles sur les cultures maraichères d'octobre à mars.
National	Recrudescence des cas de COVID-19 dans le pays et ou dans les pays voisins et d'accueil des migrants.	Le retour aux restrictions dans le pays et ou dans les pays voisins à cause de la recrudescence des cas de COVID-19 impactera négativement sur les activités économiques qui trainent encore les séquelles de cette pandémie. Les perturbations économiques qui en résulteront limiteront les capacités des ménages pauvres à satisfaire leurs besoins alimentaire et non alimentaire. La baisse des opportunités d'emplois dans les pays d'accueil des migrants contribuera à réduire le niveau des transferts qui connaissent déjà une réduction de plus de 30 pour cent pour les ménages qui en dépendent.
Nord et centre du Mali	Intensification des perturbations des marchés par l'insécurité résiduelle d'octobre à mai	Une intensification des actes d'insécurité affecterait davantage l'environnement économique dans les zones concernées ; ce qui impactera négativement sur les revenus, l'approvisionnement et les moyens d'existence des ménages et rehausserait la vulnérabilité des ménages pauvres à l'insécurité alimentaire.
Nord du Mali (ZONE 2, 3, 4), le Delta du Niger (ZONE 6) et la bande du sahel (ZONE 13)	Dégâts importants de feux de brousse sur les pâturages de mars à mai	Les feux de brousse causent habituellement d'énormes dégâts sur les pâturages de décembre à mai ; ce qui engendrera une dégradation inhabituelle des pâturages et induira des difficultés d'alimentation du bétail. La baisse d'embonpoint et des productions animales voire de mortalité qui en découlera, affectera négativement les moyens d'existences des ménages agropasteurs.



## ZONE DE PREOCCUPATION

### Les Zones de moyens d'existences 2 et 4 : Nord élevage de la région de Ménaka

#### Situation actuelle

**Situation pastorale :** Les pâturages (herbacés et ligneux) et les points d'eau se sont bien reconstitués à des niveaux moyens à supérieurs à la moyenne ; ce qui est favorable à une bonne alimentation du bétail dans la zone. L'embonpoint du bétail est jugé bon dans l'ensemble de même que les productions animales (lait, beurre et fromage). Les animaux sont encore dans les zones de concentration d'hivernage et s'apprêtent à regagner les zones habituelles de saison sèche. Toutefois, l'accès limité à certains pâturages à cause de l'insécurité entraîne des cas de surpâturage par endroits. La situation zoo-sanitaire est calme dans l'ensemble.

**Marchés :** L'approvisionnement des marchés en céréales reste suffisant dans l'ensemble malgré la baisse saisonnière des offres d'une part et d'autre part par celle des flux des denrées importées du Niger et d'Algérie à la suite des effets de la COVID-19. Le prix du mil est en hausse

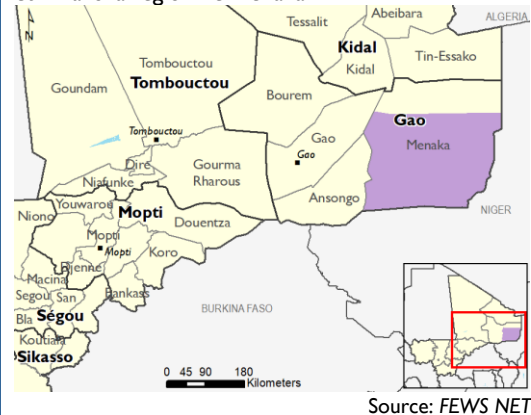
sur les principaux marchés de la zone par rapport au mois dernier. Par rapport à la moyenne quinquennale, il est en hausse de 13 pour cent à Gao, 25 pour cent à Ménaka et similaire à Ansongo ; ce qui réduit l'accès des ménages à la céréale de base notamment à Ménaka. Quant au marché à bétail, il reste perturbé à cause de l'insécurité qui limite l'arrivée des grossistes sur les marchés et aussi à la restriction des demandes liées aux mesures de la COVID-19 avec l'Algérie et à la fermeture des frontières du Nigeria. Les prix du bétail, en dépit de l'amélioration par rapport au mois passé, sont similaires à légèrement supérieurs à la moyenne. Les termes de l'échange chèvre/mil par rapport à la moyenne quinquennale sont similaires à Ménaka, en baisse à Gao (-20 pour cent) et Ansongo (-25 pour cent) à cause de la baisse du prix de la chèvre et de la hausse du prix des céréales de base, ce qui dénote une dégradation de l'accès des éleveurs aux marchés.

**Evolution des moyens d'existence :** La baisse du niveau des activités économiques à cause des perturbations sécuritaires, en plus de la baisse des transferts de migrants liée aux effets de la COVID-19, des exportations de bétail vers l'Algérie et le Niger ont réduit les revenus des ménages dans la zone et par conséquent leur pouvoir d'achat. Les déplacements inhabituels des ménages avec perte de biens et arrêt des activités économiques contribuent à dégrader davantage leurs moyens d'existence déjà sous pression. Au regard de ce qui précède, le recours aux stratégies de crise à urgence qui était déjà à 14,9 pour cent des ménages de la zone selon ENSAN de février 2020, serait à un niveau plus élevé que la moyenne des mois de septembre qui est de 35,6 pour cent (ENSAN 2016 à 2020). La baisse des opportunités d'emplois, les vols et enlèvement de bétail et les ventes inhabituelles de bétail pour ceux qui en disposent encore parmi les pauvres, contribuent à dégrader davantage les moyens d'existence des ménages particulièrement pour les plus pauvres. Les transferts monétaires en cours dans la zone au profit de plus de 65 pour cent des personnes en besoins dans la zone ont atténué le niveau de recours aux stratégies d'adaptation négatives pour les membres bénéficiaires.

**Assistances humanitaires :** Les assistances alimentaires sous forme de cash et ou de voucher et de façon mensuelle ont eu lieu dans la zone du mois de juin à septembre au profit des ménages pauvres et des personnes déplacées et leurs ménages hôtes dans le cadre du Mécanisme de Réponse Rapide (RRM). En fin septembre, plus de 90 pour cent des personnes ciblées (384 394 personnes) ont reçu l'assistance alimentaire pour couvrir les 2100kcal. Il en est de même pour les ménages victimes des inondations estimés à 7 926 personnes (SAP, août 2020). Cependant, les difficultés d'accès humanitaire à certaines zones et de mobilisation financières limitent le niveau de l'assistance humanitaire.

**Situation sécuritaire/mouvement des populations :** La situation sécuritaire reste volatile et se caractérise par la persistance des incidents sécuritaires (attaque armées, opérations militaires, conflit entre les communautés ou entre les groupes armés) qui continuent de perturber l'environnement socio-économique et engendrer des déplacements inhabituels de population. Les mouvements inhabituels de personnes, particulièrement dans la bande frontalière avec le Niger, rehaussent la vulnérabilité des ménages déjà éprouvés. Au total 20 991 personnes dans la région de Ménaka, 13 386 à Ansongo et 42 025 à Gao ont été enregistrés à la date du 31 juillet 2020 selon la Commission de Mouvements de Populations. Ces personnes

**Figure 3.** Carte de la zone de moyens d'existence 2 et 4 dans la région de Ménaka



Source: FEWS NET

déplacées connaissent des pertes énormes de moyens d'existence qui affectent leur capacité à gagner un revenu et à accéder à une nourriture suffisante.

### *Suppositions*

- **Approvisionnement des marchés et prix des céréales** : L'approvisionnement des marchés se poursuivra en dépit du défi sécuritaire et les effets de la COVID-19 qui réduisent le niveau des flux notamment avec les pays voisins (Algérie, Niger). Le prix du mil ne devrait pas connaître d'évolution majeure par rapport au niveau actuel et devrait être similaire à légèrement supérieur à la moyenne d'environ 5 à 10 pour cent. Quant aux denrées importées (pâtes alimentaires, lait, huile, sucre), la tendance de prix légèrement supérieure à la moyenne, se maintiendra ; ce qui affectera négativement l'accès des plus pauvres à ces denrées.
- **Revenus pastoraux/Productions animales** : La production des pâturages et la reconstitution des points d'eau sont jugées moyennes à supérieures à la moyenne et meilleures à celles de 21 dernières années (ACF, août 2020). Ces conditions d'élevage satisfaisantes sont favorables à une alimentation satisfaisante des animaux durant la soudure pastorale prochaine de mars à juin 2021. Par conséquent, l'embonpoint et les productions animales seront moyens dans l'ensemble ; ce qui est favorable à des revenus pastoraux moyens. Cependant, les ventes inhabituelles, les vols ont réduit la taille des troupeaux pour les ménages, ce qui va limiter le revenu issu de cette source par rapport à une année moyenne pour les pauvres.
- **Évolution des moyens d'existence** : La baisse des activités économiques à cause de l'insécurité doublée des effets de la COVID-19 qui affectent les mouvements des personnes au niveau des frontières avec l'Algérie et le Niger, continueront à maintenir le revenu des ménages en dessous de la moyenne ; ce qui réduit leur capacité à satisfaire convenablement leurs besoins alimentaires et non-alimentaires. Une amélioration sera observée d'octobre à janvier grâce à la baisse des prix des denrées alimentaires, de l'amélioration des termes de l'échange chèvre/mil et qui réduira le recours aux stratégies d'adaptation négatives de vente de biens, d'intensification des emprunts, etc. Les envois des migrants partis en masse à cause du manque d'opportunités locales et en dépit de la baisse des montants envoyés contribueront à améliorer le pouvoir d'achat des ménages. Les ménages pauvres intensifieront à partir de janvier, les activités de courtage sur les marchés de bétail, de vente de paille et de petit commerce pour rehausser le niveau de revenus. Les moyens d'existence resteront sous pression durant toute la période du scénario (octobre à mai) et particulièrement pour les déplacés qui en raison des pertes d'activités et de biens feront face à des déficits larges de protection des moyens d'existence voire de déficit de survie.

### *Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire*

Les récoltes moyennes à bonnes en cours pour le mil, les produits de cueillette et l'amélioration des termes de l'échange chèvre/mil attendue en octobre sont favorables à un accès de la majorité des ménages aux denrées alimentaires en cette période habituelle de baisse des prix des céréales. La disponibilité du lait et des produits laitiers avec le retour des troupeaux transhumants améliorera comme d'habitude la consommation alimentaire des ménages d'octobre à février grâce à l'amélioration de l'accès aux vivres et à la réduction des stratégies d'adaptation alimentaire. Par conséquent, l'insécurité alimentaire pendant la soudure s'améliorera en insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) d'octobre à février 2021 pour les ménages de la zone qui font face aux effets combinés de l'insécurité et de la COVID-19 et particulièrement pour les ménages déplacés qui seront en phase de Stress (Phase 2 de l'IPC) à pire d'octobre 2020 à février 2021.

De mars à mai 2021, le recours habituel au marché avec des revenus en baisse et la baisse des disponibilités en produits animaliers liée à la soudure pastorale même normale, engendra la dégradation saisonnière de la consommation alimentaire qui sera au-dessus du niveau moyen de la zone en raison des effets combinés de l'insécurité et de la COVID-19. Les ménages ont alors recours et de façon précoce aux envois des migrants en baisse par rapport à la moyenne, aux emprunts à la vente de biens et aussi à la réduction des dépenses non-alimentaires au profit de l'alimentaire. Les ménages utiliseront plus des stratégies d'adaptation en mars (période post-récolte) pour répondre à leurs besoins alimentaires pendant cette période, à cause des perturbations plus marquées que pour les autres années. Par conséquent, les ménages pauvres se maintiendront en insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) jusqu'en mai 2021 avec nécessité d'assistance alimentaire pour éviter de passer en Crise (Phase 3 de l'IPC) à partir de mai. Toutefois, les ménages pauvres victimes des inondations et ceux déplacés qui sont en situation de dénuement total mais qui ne valent pas 20 pour cent de la population pour phaser toute la zone, feront face à une situation de Stress (Phase 2 de l'IPC) à pire. La situation nutritionnelle structurellement élevée pour la zone et qui après l'amélioration saisonnière d'octobre à janvier, connaîtra une dégradation plus marquée que la moyenne et sera jugée très élevée selon les seuils de l'OMS (supérieur à 15 pour cent). L'assistance humanitaire de pré-soudure (mars-mai) et la poursuite du programme de dépistage et de récupération nutritionnelle limiteront la dégradation de la situation nutritionnelle.

*Événements qui pourraient changer les scénarios*

Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Toute la région	Dégâts importants de feux de brousse sur les pâturages de mars à mai	Les feux de brousse causent habituellement d'énormes dégâts sur les pâturages de décembre à mai; ce qui engendrera une dégradation inhabituelle des pâturages et induire des difficultés d'alimentation du bétail. La baisse d'embonpoint et de productions animales voire de mortalité qui en découlera, affectera négativement les moyens d'existence des ménages agropasteurs.
Les zones frontalières avec le Niger	Appuis humanitaires conséquents en vivres et en non-vivres pour les ménages pauvres dans les zones à anomalie	Une intensification des appuis couvrant au moins 20 pour cent des besoins pour la majorité des ménages pauvres affectés par la crise sécuritaire et par les déplacements inhabituels, les inondations améliorera leur situation alimentaire. La réduction des charges financières des ménages renforcera la résilience des ménages bénéficiaires et relancer la reconstitution des moyens d'existence dégradés.
Toute la région	Épizootie de décembre à mai	L'insécurité limite les activités du service vétérinaire ce qui pourrait engendrer une recrudescence des épizooties comme la fièvre aphteuse, la péri- pneumonie contagieuse bovine et les charbons (bactérien et symptomatique) dans les zones de concentration de bétail. Les pertes de ressource par mortalité et baisse des productions animales affecteront négativement le capital animalier des éleveurs et leurs revenus.

**La Zone de moyens d'existence 9 : Centre sorgho/mil de Bankass et de Koro**

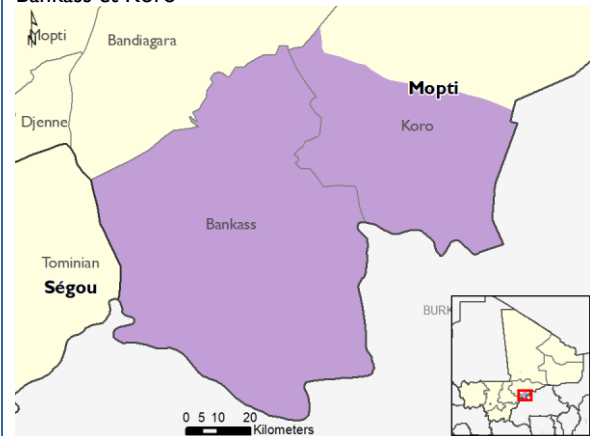
Il s'agit des communes des cercles de Bankass, de Koro et des communes voisines des cercles de Douentza et de Bandiagara touchées par l'insécurité et qui connaissent une forte perturbation des activités économiques et qui ont eu des difficultés à cultiver à cause de ces conflits.

*Situation actuelle*

**Productions agropastorales :** La campagne agricole se poursuit dans la zone avec la disponibilité des premières récoltes de légumineuses (arachide, niébé), le fonio et le mil hâtif, qui procurent des revenus et de la nourriture aux ménages et atténuent la soudure d'ici les grandes récoltes. Les perspectives de production sont globalement moyennes à bonnes mais mauvaises dans certaines communes de la zone et de celles voisines dans les cercles de Douentza (Mondoro, Boni) et de Bandiagara (Sangha, Pignari Bana, Doucombo) où des baisses importantes de superficies cultivées en lien avec l'insécurité ont été enregistrées. La réduction des superficies a réduit les opportunités de mains d'œuvre agricole dans les zones concernées.

Les conditions d'élevage sont jugées bonnes dans l'ensemble grâce à la production excédentaire de pâturage et la reconstitution des points d'eau favorables à une alimentation satisfaisante des animaux. L'embonpoint du bétail est bon dans l'ensemble. Les troupeaux sont dans les pâturages d'hivernage ou en transhumance dans la région de Ségo. Toutefois, l'insécurité résiduelle limite l'accès des troupeaux à certains pâturages dans la bande frontalières avec le Burkina Faso. La production laitière est moyenne dans l'ensemble à la faveur des bonnes conditions d'élevage. La situation zoo-sanitaire est calme.

**Figure 4.** Carte de la zone de moyens d'existence 9 de Bankass et Koro



Source: FEWS NET

**Marchés** : L'approvisionnement des marchés en céréales reste suffisant dans l'ensemble même si une réduction des offres est observée par rapport à la moyenne à cause de la baisse de la fréquentation des principaux marchés consécutive aux braquages, à la pose d'engins explosifs improvisés, des tueries. Le dysfonctionnement des marchés particulièrement ceux de la bande frontalière avec le Burkina lié à l'intensification des opérations militaires et des attaques répétées dans la zone du Liptako Gourma, a contribué à la baisse des demandes sur ces marchés. La hausse des demandes observée à la faveur de l'accalmie observée, a contribué à la hausse des prix de septembre par rapport au mois passé de 10 pour cent sur le marché de Bankass. La baisse saisonnière des prix est de plus en plus observée sur les différents marchés grâce au déstockage en cours en ce début d'octobre. Le prix du mil, principale céréale, par rapport à la moyenne quinquennale, est en baisse de 15 pour cent à Bankass, 20 pour cent à Koro, 9 pour cent à Bandiagara et de 5 pour cent à Douentza ; ce qui est favorable à un accès moyen des ménages aux denrées.

Les marchés à bétail restent timides à cause de la situation sécuritaire qui amène les éleveurs à se tourner vers d'autres marchés plus sûres de la région de Ségou (San, Tominian). Quant aux prix de la chèvre, ils sont par rapport à la moyenne quinquennale, similaires à Bankass (-4 pour cent), Bandiagara (0 pour cent), Koro (+4 pour cent) et en légère baisse à Douentza (-6 pour cent); ce qui maintient les termes de l'échange chèvre/mil en stabilité à Bankass (-1 pour cent), Koro (+4 pour cent), Bandiagara (-2 pour cent) et Douentza (-2 pour cent). L'accès physique difficile aux marchés à cause de l'insécurité ne permet pas de profiter des opportunités moyennes de vente des animaux qui sont cédés sur place à des prix nettement inférieurs aux prix habituels de la période dans les communes fortement touchées par l'insécurité par les ménages pauvres.

**Situation sécuritaire/mouvement des populations** : La persistance des incidents sécuritaires avec des attaques meurtrières des groupes armés et l'intensification des opérations militaires dans la zone particulièrement dans la bande frontalière avec le Burkina Faso continue de perturber la quiétude dans la zone. Les perturbations des mouvements des personnes et des biens, les dysfonctionnements des marchés, les pillages, les dégradations des biens de même que les déplacements inhabituels de personnes et des pertes en vies humaines qui en résultent, affectent négativement les moyens d'existence des ménages. En fin juillet, selon la Commission Suivi des Population, il a été enregistré 25 646 PDIs à Bankass, 22 787 PDIs à Koro, 21 446 personnes déplacées à Bandiagara, 6 987 personnes à Douentza, soit une hausse de 15 pour cent par rapport au mois passé (76 866 PDIs contre 67 034 PDIs en juin). Une certaine accalmie liée aux négociations intercommunautaires notamment dans le cercle de Koro, a permis le retour de certains déplacés dans leurs terroirs. La perte d'autonomie pour la majorité des ménages déplacés limite leur capacité à satisfaire convenablement à leurs besoins alimentaires et non - alimentaire, et leur accès aux services sociaux de base ; ce qui explique leur dépendance à l'aide des parents et de l'assistance humanitaire.

**Assistances humanitaires** : L'assistance humanitaire en vivres et en non-vivres par le Gouvernement et les agences humanitaires a eu lieu de juin à début octobre dans la zone avec toutefois des perturbations dans certaines zones liées à l'insécurité. Il en est de même pour les ménages déplacés dans le cadre du Mécanisme Rapide de Réponse (RRM). En fin septembre, toutes les personnes ciblées à Bankass (57 282 personnes), 87 pour cent à Koro (143 782 personnes), plus de 60 pour cent des personnes en besoin à Douentza (71 180 personnes) et Bandiagara (100 500 personnes) ont bénéficié de l'assistance alimentaire mensuelle sous forme de cash et ou de voucher de juin à septembre pour satisfaire les 2100kilo calorie/jour. L'assistance constitue la principale source de nourriture pour beaucoup de ménages déplacés. Le programme de dépistage et de prise en charge des cas de malnutrition par l'Etat et les partenaires humanitaires (UNICEF et PAM) se poursuit avec des difficultés par endroits liées à l'insécurité ; ce qui, en plus d'un accès limité aux vivres contribuent à dégrader davantage la situation nutritionnelle dans la zone.

### Suppositions

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire dans la zone de conflit des cercles de Bankass et de Koro d'octobre 2020 à mai 2021, se fonde sur les hypothèses spécifiques suivantes :

- **Situation sécuritaire** : La situation sécuritaire restera volatile dans la zone particulièrement dans la bande du Liptako Gourma où une intensification des opérations militaires est en cours. Les efforts de dialogue entre les différentes communautés se poursuivront dans le cadre de la pacification de la zone mais n'empêcheront pas des perturbations plus ou moins importantes durant la période de scénario pendant laquelle les mouvements sont facilités (période sans pluie). La poursuite des attaques de groupes armés, des braquages et la pose d'engins explosifs sur les principaux axes routiers continueront d'affecter les mouvements des personnes et des biens dans la zone.
- **Activités économiques** : Les perturbations de mouvement des personnes et des biens à cause de l'insécurité récurrente dans la zone ne sont pas favorables à une reprise économique conséquente dans la zone. Les effets combinés de l'insécurité

et de la COVID-19 ne sont pas favorables à une reprise adéquate des activités économiques dans la zone. La prudence des opérateurs économiques, les dysfonctionnements des marchés et les déplacements des populations observés, réduisent les opportunités d'emplois pour les ménages. La baisse des transferts des migrants pour 35 pour cent des ménages (mVAM, août 2020) qui devient une source importante pour les ménages de la zone liée aux restrictions de mouvement en lien avec la COVID en plus de la baisse importante des opportunités locales, maintiendront le niveau des revenus des ménages en dessous de la moyenne d'octobre à mai 2021.

- **Prix des céréales** : La baisse saisonnière des prix de plus en plus observée à partir d'octobre à la faveur des récoltes globalement moyennes dans la zone se poursuivra jusqu'en février. Le prix du mil, principale céréale de base dans la zone connaîtra la hausse habituelle à partir de mars et sera plus marquée que pour l'année dernière à cause de la hausse des demandes en provenance du Burkina et du Niger où les besoins d'assistance sont élevés (insécurité et inondation) et aussi à cause de l'interdiction des exportations et de la baisse de production attendue au Nigéria. Les prix des céréales selon le système de projection du FEWS NET, resteront similaires à légèrement supérieurs à la moyenne quinquennale durant toute la période du scénario.

### Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

D'octobre 2020 à février 2021, la disponibilité de la propre production bien que faible par endroits, des rémunérations en nature issues des récoltes chez les ménages nantis, les dons/zakat issus des récoltes dans les zones plus ou moins sécurisées et la baisse des prix, amélioreront l'accès des ménages à la nourriture. La consommation alimentaire connaîtra son amélioration habituelle avec plus de diversité alimentaire. Le recours aux stratégies d'adaptation alimentaire et non-alimentaire sera réduit par rapport à la période de soudure et légèrement supérieur à la moyenne de la période à cause des effets combinés de l'insécurité et de la COVID-19. Les revenus issus de la vente des produits agricoles rehausseront le pouvoir d'achat des ménages pour la période. Par conséquent les ménages pauvres se retrouveront en insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) d'octobre à mai, avec les déplacés qui connaissent une dégradation importante de leurs moyens d'existence et qui dépendent de l'aide des communautés et des agences humanitaires en Crise (IPC Phase 3).

L'épuisement précoce des stocks lié à la baisse importante de la production agricole dans certaines communes à cause de l'insécurité engendrera une dépendance plus longue que d'habitude des ménages pauvres au marché nécessitant des moyens qui dépassent leur capacité dans un environnement qui offre moins d'opportunités de revenus. Ces ménages pauvres en difficulté intensifieront de façon atypique les activités de main d'œuvre, de vente inhabituelle de bétail, le recours aux emprunts et la dépendance aux envois des migrants qui resteront en dessous de la moyenne. La réduction des dépenses non-alimentaires et alimentaires, contribuera à la dégradation précoce de la consommation alimentaire et de l'état nutritionnel. La dégradation de la consommation alimentaire rehaussera le taux de malnutrition aiguë. Les ménages pauvres en déficit de protection de moyens d'existence particulièrement pour les ménages déplacés et incapables de satisfaire leurs besoins alimentaires sans recourir à des stratégies d'adaptation négatives seront en insécurité alimentaire de Crise (IPC Phase 3) à partir d'avril 2021, en absence d'assistance humanitaire.

### ÉVÉNEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LES SCÉNARIOS

**Tableau 1.** Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
La zone du Liptako Gourma	Exacerbation de l'insécurité	Une intensification des actes d'insécurité affecterait davantage l'environnement économique dans les zones concernées ; ce qui impactera négativement les moyens d'existence des ménages, l'accès humanitaire dans la zone et rehausserait la vulnérabilité des ménages pauvres et des ménages déplacés à l'insécurité alimentaire.

### Autres zones de préoccupation dans le pays

Les inondations de juillet à septembre à cause des pluies et de la crue ont engendré des dégâts importants sur les habitats, les biens d'équipement, les infrastructures socio-économiques (pont, puits, routes etc.) et les cultures à travers le pays. En fin septembre, plus de 90 000 personnes sinistrées avaient été dénombrées par la Direction Générale de la Protection Civile particulièrement dans les régions de Ségou (35 206 personnes), Kayes (21 382 personnes), Ménaka (11 580 personnes), Mopti (6 480 personnes) et Sikasso (6 200 personnes). Les ménages victimes des inondations ont bénéficié des premiers secours du

Gouvernement et des agences humanitaires en août. Ces assistances, pour la plupart inadaptées et faibles, ne permettent pas aux ménages bénéficiaires de se relever. Aussi, le retour des déplacés et des réfugiés de façon volontaire et/ou avec l'appui du Gouvernement et des organisations humanitaires, se poursuit principalement dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Ménaka. Ces ménages de retour et qui bénéficient de l'assistance des humanitaires ont des difficultés à s'intégrer dans le tissu socio-économique qui traîne encore les séquelles de la crise sécuritaire et de la COVID-19.

Les ménages pauvres victimes des inondations et ceux de retour dans leurs terroirs d'origines (retournés et rapatriés), sont dans un besoin de reconstitution des moyens d'existence dégradés ou perdus dans un environnement peu favorable à cause de la persistance des perturbations sécuritaires et des impacts de la COVID-19 sur l'économie nationale et internationale. Ces ménages incapables de satisfaire leurs besoins alimentaires et de reconstitution des moyens d'existence ont recours à des stratégies d'adaptation atypiques d'intensification des activités de mains d'œuvres, de réduction des dépenses alimentaires (opter pour les aliments les moins chers) et non -alimentaires (éducation, santé, intrants agricoles, équipements, etc.) et ou la dépendance à l'assistance de la communauté et des agences humanitaires. Par conséquent, l'insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) à pire pour ces ménages pauvres rapatriés, retournés et ceux victimes des inondations et qui n'atteignent pas le seuil des 20 pour cent requis pour phaser toute une zone se poursuivra en absence d'appuis conséquents aussi bien en vivres qu'en renforcement des moyens d'existence.

#### **À PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS**

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains huit mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus [cliquez ici](#).